

Pour un MoDem indépendant !

Contribution sur le thème de l'identité du MoDem.

Son but est d'ouvrir des débats et d'inciter tout le monde à y participer. C'est d'ailleurs là l'intuition centrale et la force du MoDem... le Mouvement de « la France de toutes nos forces » de « la Normandie de toutes nos forces », du « Calvados de toutes nos forces » etc... Bref voilà une idée clé avant de débattre de l'identité du MoDem, son originalité est d'être un mouvement qui jette des ponts, qui crée des liens, qui souhaite régénérer la vie politique en s'appuyant sur les citoyens et en débattant avec eux pour l'intérêt général, le bien commun et qui privilégie « le vouloir vivre ensemble ».

Pour notre jeune Mouvement, la question de l'identité ou, comme la présente certains, de son projet et de son organisation, est essentielle. Vous trouverez à ce propos, d'abord des convictions à discuter (I), des interrogations à aborder ensemble (II) et enfin des réfutations à relayer éventuellement ensemble (III).

I. Identité du MoDem : des convictions à discuter	2
1.1. « La France de toutes nos forces » comme projet.	2
1.2. Le renforcement de la démocratie représentative comme objectif	3
1.3. L'intérêt général comme boussole idéologique.	3
1.4. Le contrat comme méthode de gouvernement (ou de gestion).	5
1.5 La passion de la médiation comme âme commune	7
1.6 Le lien social comme nouvelle frontière	7
1.7 La Démocratie comme utopie.....	9
II. Identité du MoDem : des interrogations à aborder ensemble.....	10
2.1. Y-a-t-il un espace politique pour le MoDem ? Quel est t'il ?	10
2.2. Quelles alliances politiques pour le MoDem ? quelles conditions de l'indépendance ?	11
III. Identité du MoDem : des réfutations à relayer ensemble	13
3.1. Ce que certains voudraient que le MoDem soit, et qu'il n'est pas.	13
3.1.1. Que le MoDem ne soit rien ou si peu de chose.....	13
3.1.2. Que le MoDem soit un « parti satellite ».....	13
3.1.3. Que le MoDem soit un « réservoir de voix ».....	14
3.2. Ce que le MoDem n'est pas.....	14
3.2.1. Le MoDem n'est pas « le marais ».	14
3.2.2. Le MoDem n'est pas un parti de « mous ».	15
3.2.3. Le MoDem n'est pas un parti de « girouettes ».....	15

I. Identité du MoDem : des convictions à discuter

Il est indispensable que le MoDem soit ce que ses adhérents souhaitent qu'il devienne. Le contrôle démocratique sur ses orientations notamment eu égard à son « indépendance » et ses alliances à l'occasion d'élections est essentiel.

1.1. « *La France de toutes nos forces* » comme projet.

Cette intuition du besoin du dépassement des clivages politiques et de la bipolarisation pour mieux affronter les difficultés auxquelles notre pays et ses divers « échelons administratifs » ont à faire est à la fois fondatrice du MoDem et sa profonde originalité. Elle est aussi sa principale force car ainsi, le MoDem est bien en phase avec son temps, le temps des réseaux et le temps des dialogues : il devient le parti du ET, là où les autres sont les partis du SAUF voir du « tout sauf untel ou une telle ».

Dans un monde ouvert, le MoDem est un parti ouvert à tous les échanges possibles avec les partis « républicains » et dans le cadre de la clarté que réclame la vie démocratique. A cet égard, il appartient au MoDem de clarifier (le besoin existe encore) et de diffuser sa doctrine en matière d'alliances électorales de façon à ce que nos concitoyens comprennent mieux et perçoivent mieux les raisons de son indépendance à l'égard des deux camps (droite et gauche).

Mais l'essentiel, la richesse et la force du Mouvement est en ce qu'il permet les conditions de débats sur le fond des dossiers essentiels là où d'autres cherchent à maintenir ou créer des oppositions plus ou moins artificielles. Si ces divisions étaient encore le fait de raisons idéologiques sérieuses cela pourrait s'envisager mais ce n'est pas le cas tant le débat d'idées est souvent impossible dans notre pays. En effet, hélas ce qui est politiquement payant dans la « démocratie d'opinion » dans laquelle nous sommes, c'est la posture (« plus libéral que moi tu meurs » ou « plus social que moi tu meurs ») et les slogans facilement diffusables au journal de 20h. Sans l'émergence du MoDem comme Mouvement indépendant, les affrontements politiques stériles, les alternances marquées plus par les « ruptures symboliques » que par les transformations réelles et profondes du pays pour le bien de tous, et l'exclusion constante d'une partie du pays dans les débats perdureront.

Créer des passerelles ne signifie nullement nier les différences mais bien au contraire cela permet à chacune des parties de mieux les définir, de les assumer pleinement et ainsi de permettre un débat constructif donc fructueux. Cela ne signifie pas davantage nier les contradictions, les oppositions d'intérêts, les situations difficiles voire scandaleuses faites à telle ou telle catégories de la population, mais cela doit permettre de mieux en débattre en lien avec l'ensemble des « parties prenantes » pour avancer vers des solutions durables et « gagnantes » pour tous car plus inspirées par l'intérêt général.

En ce sens le MoDem se doit d'être un mouvement civique, un mouvement de citoyens partageant l'ambition de faire mieux vivre la Démocratie représentative, la seule qui par la valeur morale des représentants (à supposer qu'elle soit suffisamment élevée) et par la qualité des débats peu permettre de cerner le bien commun. « La démocratie est l'organisation sociale qui tend à porter au maximum la conscience et la responsabilité civique de chacun » comme l'a affirmé Marc Sangnier dans L'esprit démocratique (p. 167).

Le MoDem est né d'un espoir largement partagé par nos concitoyens celui d'un « vouloir vivre ensemble » réaffirmé, renouvelé, autour d'une idée aussi ancienne que la démocratie

elle-même « Quelqu'un présente t'il à l'Assemblée quelque projet pour le Bien de l'Etat ? » Euripide (Les Suppliants). Appeler chaque compatriote à jouer consciencieusement son rôle de citoyen, demander aux élus d'exercer leur mandat dans un esprit de service pour la gestion de la Cité, de rendre compte de cette gestion en permanence à leurs mandants, voilà des impératifs à respecter pour prétendre à rayonner auprès « de toutes les forces » d'un pays.

1.2. Le renforcement de la démocratie représentative comme objectif

Alfred Smith un homme d'Etat américain a déclaré « Il faut guérir les maux de la démocratie par plus de démocratie ». Quels sont les maux de notre démocratie ? Il nous appartiendra de définir ensemble les pratiques démocratiques qui permettront de réconcilier les citoyens avec la vie politique. Pourquoi ne pas s'inspirer notamment des pratiques les plus réussies au plan de la démocratie locale pour les étendre dans des cadres plus vastes notamment au plan national et au plan européen ? Elles sont basées essentiellement sur l'écoute et le dialogue. Non Monsieur Lang nous ne sommes pas passé de la nuit à la lumière le 10 mai 1981 (sinon que devrions nous dire à propos de l'Allemagne passée de la république de Weimar au 3^{ème} reich ?). Non l'alternance au pouvoir d'une majorité et d'une opposition ne sera jamais l'alpha et l'oméga de la démocratie dans un pays qui fort heureusement vit sous ce régime politique. La démocratie n'est pas un régime où 50,01% des citoyens ont « raison » contre les 49,99% autres qui auraient « tort » car momentanément dans la minorité. La démocratie n'est pas le régime du gouvernement d'une partie du peuple par l'autre mais du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Elle suppose donc notamment un contrôle reconnu du pouvoir exécutif par le Parlement et la reconnaissance de droits effectifs pour l'opposition en son sein afin d'éviter une forme de « despotisme démocratique ».

La démocratie c'est le régime du débat, le régime de la délibération des citoyens entre eux pour chercher avec constance et persévérance le bien commun, l'intérêt général. Or trop souvent, les élus forts de leur légitimité conférée notamment par leur représentativité auprès d'une partie de l'opinion oublient qu'une part essentielle de leur rôle est de participer aux débats également avec ce souci de l'intérêt général. Le MoDem en s'immiscant dans les débats exagérément « partisans » pour y porter cette exigence de la recherche de l'intérêt général, doit avoir un rôle essentiel dans la nécessaire refondation de la démocratie représentative pour sortir des dérives de la démocratie d'opinion ou plus exactement de la « dictature de l'opinion ».

Comme l'indique Jean Baechler dans Démocraties (p. 682) « un régime démocratique repose sur des citoyens vertueux, maîtres de leurs passions, fiers de leur condition d'hommes libres et dévoués au bien commun ». Si cela est vrai des citoyens, cela doit l'être a fortiori pour les élus. Il serait souhaitable que le MoDem réfléchisse d'ailleurs à la liberté de vote de ses élus : il est plus vertueux de voter en effet « en conscience » en tenant compte à la fois du respect des orientations fondamentales de leur famille politique, mais également du respect de leur contrat avec leurs mandants et bien sûr pour leur permettre de faire le lien et de prendre la décision juste de ce que leur inspire l'intérêt général.

1.3. L'intérêt général comme boussole idéologique.

En plus d'être sommée de se situer sur l'échelle « gauche-droite » du fameux échiquier politique, les formations politiques ont souvent à évoquer les grands systèmes d'idées politiques auxquels elles se rattachent et/ou du moins celles qu'elles rejettent. Bizarrement il semble plus facile de se définir parce que l'on n'est pas, que parce que l'on est ! Le MoDem se doit de proposer à ses adhérents, ses sympathisants et bien au-delà aux citoyens un corpus idéologique clair donc identifiable, solide donc « discutable » (au bon sens du terme), mais avant tout ouvert aux apports des diverses familles de pensées. Ceci ne signifie nullement aboutir à un syncrétisme ou un bric-à-brac idéologique aussi informe qu'inopérant faute de cohérence, ni à une espèce de bouillabaisse idéologique (amateurs de bouillabaisse et marseillais, trouvez une autre image) dans laquelle chacun apporterait ses ingrédients et dans lequel, au final, personne ne retrouverait ni ses apports ni s'y retrouverait tout court. A titre d'illustration, est-t-il impossible de faire dialoguer ensemble les partisans de l'économie sociale de marché (ou « démocrates sociaux ») et les partisans de la social-démocratie ? bien sûr il ne faut pas faire l'impasse sur ce qui les sépare -au contraire il convient de l'identifier et d'en débattre- est-t-il impensable de voir ce qui les rassemblent ? Plus largement, est-t-il par exemple plus urgent et important de décerner aux uns ou aux autres des labels de « bons républicains » que de permettre à l'ensemble des formations politiques de discuter de ce qui fonde ce « pacte républicain » et d'échanger sur l'opportunité et la manière de le renouveler ou de le refonder en fonction des évolutions de la société française ? Est-il impossible dans l'hémicycle ou dans les tribunes politiques d'évoquer la liberté, l'égalité ou la fraternité autrement que sur le mode de l'affrontement ou de l'anathème ? Est-il possible ou non d'imaginer une formation politique qui soit celle des ET plutôt que des OU ?

- initiative économique ET responsabilité sociale,
- sécurité des citoyens ET réinsertion des délinquants,
- adaptation des entreprises à leurs marchés ET sécurisation des parcours professionnels
- allègements des prélèvements obligatoires ET renforcement des missions essentielles de l'Etat,
- développement du tourisme ET protection du patrimoine naturel,
- équilibre des comptes sociaux ET politique de santé publique efficace,
- protection des intérêts nationaux vitaux ET construction d'une Europe fraternelle, solidaire et dynamique,
- démocratisation de l'accès aux diplômes ET filières d'excellence pour tous,
- etc...

Il appartient au MoDem d'élaborer sur l'ensemble des questions des positions qui ne soient pas de molles synthèses ou de faux compromis mais des positions claires car le débat aura permis de bien positionner le curseur entre réalisme et volonté de changement, entre protection des plus faibles et encouragement de l'entrepreneuriat, entre épanouissement individuel et cohésion sociale.... Non la démocratie ce n'est pas un perpétuel effet de balancier entre des solutions privilégiant un des termes des propositions à un autre, c'est le débat vertueux de citoyens eux mêmes vertueux qui permet de déterminer le choix juste pour la collectivité.

Fort heureusement d'ailleurs, ce constat et l'intérêt de cette exigence grandit au sein de beaucoup de familles politiques, mais le piège de la bipolarisation empêche trop souvent des majorités d'idées de se former et des consensus de s'exprimer de peur de trahir « son camp » ? Ainsi en est-t-il probablement le cas au sujet de l'Etat impartial, de la maîtrise de la dette publique, de la primauté de l'éducation et de la recherche pour la vitalité de notre pays, du développement des pays du Sud pour la paix et la maîtrise des flux migratoires, du contrôle

citoyen des institutions européennes, l'inscription des politiques de développement durable dans la vie quotidienne des français, etc....

La liste est longue des sujets sur lesquels le MoDem peut et doit être un catalyseur essentiel des « démarches citoyennes » sur les questions clés pour le devenir de notre pays et puissamment aider à ce qu'enfin l'intérêt général puisse prévaloir. En effet, l'indépendance du MoDem doit permettre aux Démocrates de participer à ces débats avec une pression moins forte quant à l'identification « idéologique ». Comme l'a indiqué François Bayrou, se réclamer de l'humanisme (à condition de l'assumer pleinement et de ne jamais y déroger) suffit aux démocrates, se concevoir en « mouvement citoyen » visant l'intérêt général doit permettre en soi une identification suffisamment forte du Mouvement pour lui épargner de se « ranger » à des opinions aussi « tendance » que trop souvent mal informées et surtout mal formées faute de dialogue suffisamment approfondi entre les parties prenantes aux différents dossiers d'actualité.

1.4. Le contrat comme méthode de gouvernement (ou de gestion).

« Si donc on écarte du pacte social ce qui n'est pas de son essence, on trouvera qu'il se réduit aux termes suivants. *Chacun de nous met en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale ; et nous en recevons en son corps chaque membre comme partie indivisible du tout.*

A l'instant, au lieu de la personne particulière de chaque contractant, cet acte d'association produit un corps moral et collectif composé d'autant de membres que l'assemblée à de voix, lequel reçoit de ce même acte son unité, son moi commun, sa vie et sa volonté. Cette personne publique qui se forme ainsi par l'union de toutes les autres prenait autrefois le nom de *Cité*, et prends maintenant celui de *République* ou de *corps politique*, lequel est appelé par ses membres *Etat* quand il est passif, *Souverain* quand il est actif, *Puissance* en le comparant à ses semblables. A l'égard des associés ils prennent collectivement le nom de *peuple* et s'appellent en particulier *Citoyens* comme participants à l'autorité souveraine, et *Sujets* comme soumis aux lois de l'Etat. » Jean-Jacques Rousseau Du contrat social, Chapitre VI Du pacte social.

« La France de tous nos forces » c'est ce pacte social renouvelé, c'est la République cette personne publique qui doit se reformer par l'union de toutes les autres. La solidité de ce pacte social, de ce contrat suprême nécessite avant tout de tenir ferme sur les exigences de laïcité, d'égalité de tous face à la Loi, d'Etat impartial, d'accès de tous notamment à l'éducation, à la santé, à la culture, au logement, à la Justice,.... Ceci afin d'éviter notamment les tentations des replis sur les diverses formes d'intérêts particuliers, allant par exemple des corporatismes au multiculturalisme, et bien sûr aux intérêts exagérément partisans au détriment du bien commun... Ce pacte comme tout contrat repose sur des valeurs (auxquelles je préfère le terme d'exigences) essentielles pour tout démocrate : la liberté (de consentement), la solidarité (entre les co-contractants), la responsabilité (répondre des engagements pris), le respect (de la parole donnée et des autres contractants). Le tout ne peut donc pleinement se réaliser sans une indispensable confiance (nous y reviendrons). Les démocrates doivent donc être de fidèles gardiens de ce Pacte social, de la République. Il ne faut pas en effet opposer les Républicains qui seraient seuls dépositaires de la vision que représente notre République et les démocrates qui seraient à cet égard des relativistes toujours en train de déconstruire et de reconstruire au grès des débats ce que Rousseau nomme « la volonté générale ». Les démocrates du MoDem se doivent d'être des défenseurs de la République.

Un pacte social renouvelé et consolidé est le garant d'un Etat plus fort au sens de plus légitime pour définir et appliquer des lois elles mêmes plus justes et « démocratiques ». Plus le pacte social se fissure, plus l'Etat est tenté par l'agitation et « la gonflette » pour cacher sa faiblesse et il est de ce fait souvent perçu comme autoritaire ce qui accroît encore la défiance parmi les citoyens les plus soucieux du bien commun.

Parce qu'il se doit d'intervenir en régénérateur de confiance entre les citoyens, et, entre les citoyens et l'Etat, le MoDem peut se faire le défenseur de modes de régulation politique, économique et sociale davantage basés sur le dialogue et le contrat. « Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère » reprend t'on souvent de Lacordaire pour justifier l'intervention de la loi notamment comme mode de régulation économique. Il serait plus juste peut-être d'indiquer que c'est la « loi de la jungle » qui opprime et « la règle que l'on se donne et que l'on accepte » qui libère. Une loi inique, une loi injuste, une loi élaborée sous l'emprise des passions humaines, surtout si elles sont motivées par la défense d'intérêts particuliers ne semble ni libératrice pour « le peuple » (qui reste enchaîné à ses passions) ni même fondamentalement pour ses « bénéficiaires », les faibles. Si la loi est adoptée sans leur participation elle n'est pas non plus émancipatrice pour eux, parce qu'elle sera ou pourra être (soyons optimistes) non conforme à leur dignité et à l'esprit de responsabilité qui doit animer tout citoyen. A ce sujet le témoignage de Marie-Agnès Fontanier Responsable du réseau Animation France au Secours Catholique à propos des exclus, des « sans voix » est éclairant : « Ces personnes souffrent avant tout du sentiment de ne pas compter pour la société, de ne pas être considérées, sinon comme des assistés, elles l'expriment fortement. Or il y a un enjeu démocratique pour notre société à retisser des liens entre des groupes sociaux divers, à leur permettre de s'enrichir mutuellement et à découvrir les idées, les propositions, les initiatives de ceux qui ne sont jamais pris en compte. Nous refusons une société qui se passerait de la contribution de certains de ses membres ! ».

Donc dans la phase d'élaboration de la loi, de son application et également de son évaluation (l'évaluation rare et imparfaite des lois est une plaie profonde de notre démocratie), le MoDem doit mettre en avant des approches amenant l'ensemble des citoyens, et notamment « les parties prenantes » à un dossier à rechercher des modes de régulation :

- co-construits pour éviter les impasses sur des points importants pour l'une ou l'autre des parties et le « rejet » qui s'ensuivrait de la loi ainsi élaborée,
- s'appuyant sur des diagnostics partagés (ce principe est admis dans notre pays jusqu'à ce que l'on tente d'en dégager des pistes d'actions prenant en compte l'intérêt général, comme par enchantement le diagnostic au moins partiellement partagé redevient partiel ou partial pour certains et des tonnes de rapports tous plus ou moins biens informés dorment désormais tranquillement dans les placards de la République),
- la construction patiente d'une liste d'actions prioritaires puis de l'orientation de ces actions,
- l'élaboration d'indicateurs de suivi de l'efficacité de(s) l'actions(s) envisagée dans l'esprit de la mesure de la satisfaction du bien commun qui doit régner.

Il appartient évidemment à la loi d'encadrer et de conférer à ces démarches basées sur le dialogue et le contrat (comme par exemple la négociation sociale) un caractère équitable c'est-à-dire chaque fois que cela est nécessaire à introduire une certaine inégalité dans les contrats au bénéfice « des faibles » en leur accordant des avantages, des efforts financiers, des protections, etc... plus importants « qu'aux forts ». Mais que tous les membres du peuple s'engagent ensemble et vis-à-vis de l'Etat dans le cadre de « contrats » semble une démarche

propre à renforcer le civisme au détriment d'un étatisme dans lesquels les notions de droits et de devoirs ont trop souvent du mal à s'équilibrer.

1.5 La passion de la médiation comme âme commune

« Sans bonne foi, sans courtoisie, sans mesure, sans goût de la justice, sans sens de la responsabilité, amour de la vérité et amour du prochain, toutes les règles et les institutions politiques sont des objets morts et sans valeur », le MoDem doit tenir compte de cet avertissement de Vaclav Havel (*Méditations d'été*, 1992, p. 152). La fraternité définie par Emmanuel Lévinas comme « une complicité pour rien » doit également bien sûr si possible être partagée entre les membres du MoDem pour qu'ils soient plus à l'aise pour la manifester auprès de nos concitoyens.

Au surplus, il faut que le MoDem soit passionnément un mouvement de médiateurs. Il ne s'agit pas de la médiation au sens classique du terme car le MoDem entend être engagé. Toutefois, le fait de se revendiquer indépendant et son positionnement comme Mouvement civique, humaniste confère à ses adhérents la possibilité de se sentir d'abord comme médiateurs entre les citoyens et le pouvoir politique. Selon l'expression de Jean-Louis Lascloux la médiation « s'appuie sur ce qui fait l'essentiel de l'humain, la capacité de raisonner, l'égalité des droits et l'accueil de la diversité ». Le MoDem inscrit sa démarche qui permet en effet :

- de laisser s'exprimer les points de vue de tous (dans la limite des lois de la République bannissant les « opinions » contraires à la dignité de l'homme,
- de trouver les points d'accords ou de convergences entre les « parties prenantes »
- de reconstruire une relation entre les parties prenantes (ou dans notre cas aussi de consolider cette relation),
- afin de trouver un accord qui soit accepté par tous.

Signe du délitement du pacte social, depuis une trentaine d'années et la création du médiateur de la république, les lieux, domaines et formes de médiation se sont multipliés en France, le plus souvent avec bonheur. Une médiation intervient toujours en référence à une règle qui procède soit de la législation pénale, civile, sociale, commerciale ou autre, soit du respect de règlements ou de règles de la vie collective. Parce que son positionnement le permet, il est nécessaire que le MoDem se fasse le champion du débat de fond, du dialogue, et de la parole libre : « C'est en donnant à la parole individuelle une liberté, une sincérité, une précision et une portée nouvelles que la vie pourrait gagner en profondeur, en saveur et en joie. Difficile, risquée, la parole libre est la réponse majeure aux emprises totalitaires et aux solitudes individuelles, le moyen d'une renaissance dont les formes nous demeurent inconnues » a affirmé Jean-Marie Domenach.

1.6 Le lien social comme nouvelle frontière

Comme l'a noté Philippe Frémaux « Le modèle danois (...) c'est d'abord faire société ensemble : c'est affirmer concrètement qu'il nous faut gagner tous ensemble, sans laisser personne au bord de la route ». C'est la longue tradition de dialogue, de partenariat, de confiance sociale danoise. Or comme l'indiquait Marie-Louise Knuppert Secrétaire Générale de la Confédération syndicale danoise LO « le tripartisme pierre de touche du modèle danois avec une concertation permanente entre employés, employeurs et pouvoir public, n'existe pas

dans votre législation. N'en déplaise à vos partis, la solution danoise, encore une fois, ne peut être plaquée en France ». (NO n°2276 du 19 au 25 juin 2008).

Ce « vouloir vivre ensemble » pour reprendre l'expression d'Alain Touraine, ce respect du contrat social et de l'autonomie des « corps intermédiaires » est ce qui rend possible la mise en place de ce niveau de dialogue dans le cadre duquel chaque acteur de la vie politique et sociale se respecte et peut chercher des compromis (Madame Knuppert parle de « culture du compromis ») acceptables par tous.

Sans un profond retissage du lien social en France, sans un profond recul de la société de défiance (voir l'essentiel petit livre de Yann ALGAN et Pierre CAHUC La société de défiance – Comment le modèle social français s'autodétruit Editions ENS rue d'Ulm) rien d'efficacement durable ne pourra être entrepris pour résoudre les difficultés que connaît notre pays. C'est pourquoi, retisser du lien social apparaît comme une nouvelle frontière que le MoDem doit inlassablement proposer à nos concitoyens.

ALGAN et CAHUC rappellent les conséquences de cette défiance qui mine la société française « En comparant les relations entre les performances économiques et les attitudes sociales dans une trentaine de pays du début des années 1950 à nos jours, nous constatons que le déficit de confiance et de sens civique réduit significativement et durablement l'emploi et le revenu par habitant. Mais la défiance n'a pas seulement un coût économique : les enquêtes disponibles montrent que les gens se déclarent d'autant moins heureux qu'ils disent se méfier de leurs concitoyens. Ainsi le modèle social français, qui n'était peut-être au départ qu'un accident de l'histoire, risque d'éroder inexorablement la capacité des Français à vivre heureux ensemble s'il n'est pas réformé en profondeur. »

A titre d'illustration voici quelques exemples pour mesurer les efforts à accomplir pour restaurer la confiance en France :

	Danemark	France
Part des personnes qui déclarent n'avoir « aucune confiance » en la justice	2,2%	20%
Part des personnes qui déclarent n'avoir « aucune confiance » dans le parlement	7%	24%
Part des personnes qui déclarent n'avoir « aucune confiance » dans les syndicats	8%	26%
Part des personnes répondant « Il est possible de faire confiance aux autres »	61%	21%
Part des personnes déclarant « trouver injustifiable de réclamer indûment des aides publiques »	86%	28%
Part des personnes déclarant « trouver injustifiable d'acheter un bien dont on sait qu'il a été volé »	89%	63%

Œuvrer afin de créer du lien social et de restaurer la confiance entre les français et entre les français et leurs institutions et les corps intermédiaires dont les partis politiques, le MoDem se doit de recenser et de promouvoir toutes les initiatives citoyennes, associatives ou privées qui recréent du lien social.

A titre d'exemple, les jardins partagés sont des démarches participatives qui créent du lien social au sein des quartiers, participent au respect de l'environnement, suscitent de l'entraide

et de la solidarité entre les habitants d'un même quartier (<http://www.jardinons-ensemble.org/>; <http://www.jardinetasoeur.org/>).

1.7 La Démocratie comme utopie

La Démocratie est donc une utopie (un plan idéal et irréaliste dans le domaine social) comme l'évoquait Jean-Jacques Rousseau « A prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable Démocratie, et il n'en n'existera jamais. (...) S'il y avait un peuple de Dieux, il se gouvernerait Démocratiquement. Un Gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. » (Du contrat social, Livre III Chapitre IV De la Démocratie).

Cependant l'expérience des hommes de ce mode de gouvernement est suffisamment longue pour en connaître les dérives, les manquements voire les perversions pour espérer avec les intellectuels penseurs de ce régime, comme avec les démocrates qui partout essaie de le faire fonctionner au mieux en étant des hommes et des femmes de dialogue. Relisons à ce propos le doyen Georges VEDEL « (...) une démocratie c'est un ensemble de dialogues. Un dialogue quand on y réfléchit qu'est-ce que c'est ? Il témoigne que l'on n'est pas seul, qu'il y a un « autre », que l'on accepte, qu'on l'écoute, qu'on prend le risque de se laisser convaincre par lui, qu'on acceptera dans certains cas, la solution du compromis, qu'à la limite il faudra qu'il soit bien entendu que quelqu'un aura le dernier mot. Tous les mécanismes de choix et de contestation sont lubrifiés, si je puis me permettre cette image, par l'acceptation d'autrui. Il existe des dialogues entre les gouvernants et les gouvernés (le suffrage n'est que la forme la plus vaste de ce dialogue), des dialogues entre le Parlement et le Gouvernement, entre la majorité et la minorité, et surtout entre l'Etat et les groupes. Si l'on en avait le temps, on esquisserait toute une philosophie de ces dialogues entre l'Etat et les groupes, dialogues qui sont nécessaires car c'est grâce à eux que le Pouvoir n'est pas aveugle » (in Rapports des pouvoirs et démocratie dans La démocratie à refaire, actes du colloque de Saint Germain en Laye de France Forum). Le MoDem se doit d'élaborer cette philosophie des dialogues entre l'Etat et les groupes non plus sous la forme dégradée de la prise en compte des intérêts particuliers mais sous celle de la recherche en commun de l'intérêt général.

Par ailleurs il serait souhaitable que les membres du MoDem se présentent selon l'expression de Jean Baechler des « démocrates prudents » et promeuvent donc « le projet démocratique » marqué selon ce grand spécialiste de ce régime politique par cinq invariants (voir Démocraties, Conclusion générale p. 691 et 692 Calmann Lévy)

- « Le premier définit la démocratie comme une association politique volontaire d'individus naturellement indépendants,
- Le second assigne comme fin à l'association la sécurité, la prospérité et la liberté,
- Le troisième impose la distinction du public et du privé, et pose que ne doit être public que ce qui ne peut être privé,
- Le quatrième retient comme règle pour le pouvoir, qu'il ne saurait être enraciné que dans les citoyens et délégué qu'à titre temporaire, circonscrit et réversible,
- Le cinquième révèle qu'un régime démocratique repose sur des citoyens vertueux, maîtres de leurs passions, fiers de leurs conditions d'hommes libres et dévoués au bien commun. »

II. Identité du MoDem : des interrogations à aborder ensemble

2.1. Y-a-t-il un espace politique pour le MoDem ? Quel est t'il ?

Un sondage paru avant les dernières élections présidentielles indiquait qu'un tiers des français ne se reconnaissent ni dans la gauche, ni dans la droite sans forcément d'ailleurs se déclarer centristes cette identité politique ne faisant pas l'objet des options du questionnaire. A priori donc dans un pays où paraît-t-il les élections se gagnent au centre et où les gouvernements auraient également tendance à gouverner au centre, peut-il par contre y avoir de la place pour un mouvement politique qui se définirait plus comme central que comme centriste?

La campagne de François Bayrou lors des dernières présidentielles a permis d'enfoncer un coin dans la bipolarisation de la vie française ainsi que dans le quasi bipartisme dont certains rêvent plus au moins à haute voix. Cela est-t-il néanmoins suffisant pour accréditer l'idée qu'il y a un espace large et pérenne pour un mouvement politique qui, de par son indépendance vis-à-vis des deux blocs politiques « historiques » a vocation à être un parti « trait d'union » entre celle-ci ?

Les obstacles sont nombreux, il convient d'en prendre conscience mais de ne point s'en alarmer car, s'il sait rester indépendant, l'espace politique du MoDem grandira au fur et à mesure que les promesses que porte en germe « la France de toutes nos forces » porteront leurs fruits.

Un des obstacles est la coalition de tous ceux qui ont bien perçu, en dépit de leurs critiques d'autant plus acerbes qu'elles sont politiciennes (au sens vouées à la défense de parts de marché, et de dénigrement de toute expression politique concurrente), que le besoin de débats sérieux et de fond sur les dossiers essentiels du pays, au-delà des clivages partisans correspondait à une attente forte de nos concitoyens et donc qu'il convient de bétonner par tous les moyens la fameuse ligne qui sépare la droite et la gauche. Voici quelques subterfuges utilisés et la manière dont le MoDem peut les surmonter :

Menaces	Ripostes
- s'appuyer sur les institutions actuelles voir en renforcer les éléments qui conduisent à la bipolarisation ou au bipartisme	- s'appuyer sur l'originalité de l'ouverture réelle du MoDem à tous les démocrates et citoyens porteurs de projets pour le bien commun pour rendre incontournable le MoDem notamment dans les élections locales et les élections régionales et européennes pour lesquels le clivage droite-gauche opère souvent moins
- assimiler le MoDem à un parti de centre-droit ou de centre gauche, en le forçant à s'allier systématiquement avec l'un des deux camps	- continuer à affirmer le caractère « indépendant » du MoDem en précisant la doctrine en matière d'alliance et développant une offre politique comportant à côté de mesures programmatiques typiquement MoDem (pragmatiques, portées par les

	citoyens) des exigences en matière de fonctionnement des institutions et de « bonne gouvernance » visant à restaurer la confiance des citoyens entre eux et envers leurs représentants
- tenter de marginaliser le MoDem en créant d'autres regroupements de « partis centristes » censur lui faire contrepoids voire attirer ses élus et ses membres	- développer et diffuser les particularités du MoDem qui font qu'il n'est pas un « parti centriste » de plus (ce qui ne présente aucun intérêt et n'a aucun autre avenir que d'être « satellite » de grands partis de gauche ou de droite) mais un mouvement dont l'ambition est de renouveler en profondeur les pratiques politiques en France en s'appuyant sur les citoyens

Un autre obstacle provient des efforts importants qui restent à accomplir pour faire avancer et triompher des démarches citoyennes, en dehors des passions partisans et des pratiques plus ou moins « corporatistes », « clientélistes » qui permettent à ce jour le triomphe de la démocratie d'opinion. C'est une grande chance que la première élection qu'a eu à affronter le MoDem indépendant furent les élections municipales, c'est encore une grande chance que les futures échéances électorales soient les élections européennes puis les élections régionales.

La force du MoDem sera là encore de pouvoir aller au devant des citoyens :

- dans une démarche d'ouverture et d'écoute,
- avec des pratiques de dialogue et de débat permettant d'identifier les propositions qui font consensus,
- les sujets qui divisent et sur lesquels il conviendra de trancher après avoir recherché avec les parties concernées le moyen de dégager « une volonté générale »
- avec l'objectif de faire en sorte que les citoyens se reconnaissent dans leurs représentants à la Région ou au Parlement et se réconcilient avec leurs institutions.

Compte tenu de la nouveauté de cette offre politique, un autre obstacle pourrait être l'absence de capacité du MoDem à se doter d'une organisation lui permettant de conserver son caractère de « mouvement citoyen » tout en lui donnant les moyens qui lui permette de garantir sa cohésion, sa cohérence et donc sa visibilité. Nous pouvons faire confiance à l'intelligence collective des démocrates pour porter tous ensemble ce bel espoir de renouveau de la vie politique française et de trouver les moyens d'être garant également de l'intérêt général du MoDem, sinon comment pourraient-ils prétendre aider à définir celui de notre pays ?

2.2. Quelles alliances politiques pour le MoDem ? quelles conditions de l'indépendance ?

C'est le sujet que les adversaires du MoDem présentent souvent comme son talon d'Achille : la soit disant impossible indépendance du MoDem. Leurs attitudes oscillent alors entre le baiser de Judas visant à compromettre son indépendance, ou le rejet d'alliance parce qu'elle légitimerait ce qu'ils présentent comme impossible ou impensable, ceci dans le seul but d'éviter toute mise en cause des schémas pourtant éculés de la manière dont la vie politique fonctionne depuis des décennies, alors qu'ils ont pourtant fait la preuve de leur inefficacité à préserver le pacte social.

Le MoDem sur la base de son identité telle qu'elle a été présentée, ne peut qu'être indépendant et donc envisager que des alliances électorales multi-directions tant vers l'UMP et ses satellites, tant vers le PS et ses satellites. Pencher même ponctuellement vers l'un des deux pôles traditionnels de la vie politique française c'est renoncer à être le MoDem, c'est renoncer à être le sel de la vie politique française, c'est s'affadir et se banaliser en un parti centriste de plus.

Evidemment aucun responsable politique des « grands partis » ni hélas des « petits » (parce que ces derniers croient qu'ils vivront mieux à l'ombre des grands qu'eux même dans un dynamique plus forte d'indépendance et d'affirmation de leur projet politique) ne veut d'un MoDem « indépendant ». Ils en perçoivent trop le caractère dangereux en termes de « parts de marchés » à terme (au moins dans l'idée espérons le pas trop optimiste où les citoyens français se réveilleraient et reprendraient goût à la gestion de la chose publique), donc cette stratégie imposera probablement un « combat » et une action de longue haleine. Mais cette approche est aussi à moyen et long terme la plus payante car elle doit permettre d'enraciner le Mouvement comme parti d'adhérents, de militants proches de leurs concitoyens, enracinés dans leurs quartiers, leurs départements, leurs régions et ainsi apparaître comme des acteurs incontournables de la vie politique locale, échelon d'où de plus en plus « remontent » les idées et les propositions les plus novatrices et efficaces pour le Bien de l'Etat.

Multi-directions ces alliances ne doivent pas non plus être le fruit évidemment de calculs politiques (ce qui serait contraire à ce qui est affirmé plus haut, le souci du Bien commun, n'est pas celui d'être élu à n'importe quel prix) ni de l'opportunisme mais doit se faire en toute clarté sur la base de convergences reconnues de part et d'autres notamment sur :

- les priorités d'actions, qui supposent un avis commun sur le diagnostic des forces et faiblesses de la collectivité territoriale ou du pays à gérer,
- les modalités de gouvernement, de gestion (la fameuse « gouvernance ») susceptible de permettre de relever plus facilement les défis majeurs auxquels la collectivité doit faire face,
- les engagements précis, concrets et chiffrés qui pourraient illustrer les politiques qui seraient conduites en commun,
- la composition des équipes et la capacité de celles-ci à débattre démocratiquement des questions à traiter.

Indépendamment des ces « alliances » le MoDem se doit d'être partie prenante dans les débats essentiels pour l'avenir de notre pays, en ayant comme ambition comme l'a fort bien démontré Corine Lepage pour ce qui est de l'écologie et du développement durable, de catalyser, au-delà des étiquettes politiques l'ensemble de ceux qui veulent voir des forces « de progrès » enfin rassemblées d'où qu'elles viennent.

A cet égard le MoDem doit suivre de manière particulièrement attentive les tentatives de rapprochement au sein de la famille Radicale dont les valeurs humanistes et les pratiques politiques sont proches des siennes.

Les conditions de l'indépendance du MoDem sont donc étroitement liées à sa capacité à compter sur ses propres forces militantes, à leur faire confiance pour aller au devant de leurs concitoyens pour leur proposer de participer avec eux, avec nous, au réenchâtement de la politique auquel nous croyons.

III. Identité du MoDem : des réfutations à relayer ensemble

3.1. Ce que certains voudraient que le MoDem soit, et qu'il n'est pas.

3.1.1. Que le MoDem ne soit rien ou si peu de chose.

C'est le rêve notamment de tous les partisans de la bipolarisation de la vie politique française. Celle d'une vie politique en noir et blanc ou plutôt en noir ou blanc, des étiquettes plus importantes que les idées, de l'anathème et de la recherche de ce qui oppose plus fort que la recherche de réponses aux problèmes, acceptées par le plus grand nombre et qui marchent ! C'est le camp qu'il faut choisir plus que le bien commun qu'il faut chercher ! Pourfendeur de la France politiquement hémiplegique le MoDem dérange, on veut l'assimiler ou le cataloguer pour mieux le neutraliser. Heureusement la grande majorité des électeurs, des sympathisants et des militants MoDem le soutienne d'abord parce qu'ils pensent d'abord que la politique doit d'abord être au service de tous, et ensuite que pour résoudre les importants défis que notre pays, nos régions et nos villes ont à relever « toutes les forces » sont les bienvenues.

3.1.2. Que le MoDem soit un « parti satellite ».

A côté de ceux qui souhaitent la disparition du MoDem il y a ceux qui le tolèrent s'il est vassalisé à leur(s) parti(s) hégémonique(s) comme parti de « centre gauche » ou de « centre droit ». Il s'agit d'une habitude tenace des « tauliers de la politique » elle-même liée à nos institutions pour lesquelles tout tourne autour de l'élection du Président de la République. Elles font que ce dernier une fois en exercice à besoin de s'appuyer sur un parti « majoritaire » et que candidat il a intérêt de constituer l'écurie de partisans la plus importante possible pour accéder au trône de notre monarchie républicaine. Dès lors, la vitalité d'un parti politique se mesure hélas davantage au charisme de son leader et à l'importance de ses soutiens dans les milieux qui « font et défont les opinions » qu'au rayonnement de ses idées et la réception de ses propositions auprès des différents secteurs de l'opinion, ou à la capacité de ses responsables à dialoguer avec les représentants des divers courants d'idées et des « corps intermédiaires ». On aboutit de ce fait au règne des unions faussement rassembleuses et vraiment sclérosantes pour le débat d'idées, et des synthèses majoritaires dans les congrès mais minoritaires dans l'opinion y compris auprès des sympathisants. On oublie trop que lorsque l'article 4 de notre Constitution prévoit « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage » il n'enjoint nullement que certains partis doivent le faire sur un mode mineur et sous tutelle d'autres ! Sortir du carcan de nos institutions et y faire vivre des idées nouvelles, est une démarche politique très courageuse, c'est un signe fort d'affranchissement, les apprentis suzerains et autres « grands seigneurs » doivent s'en convaincre, au MoDem on aspire à l'égalité dans l'action politique inséparable de la Démocratie. Faut t'il rappeler que l'article 3 de notre Constitution rappelle qu'à propos de la souveraineté nationale « Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice » ?

3.1.3. Que le MoDem soit un « réservoir de voix ».

Certains plus généreux avec le MoDem, sont conscients que le MoDem comme force politique nouvelle constituée autour de cette exigence de « la France de toutes nos forces » s'inscrira durablement dans le paysage politique français. Le MoDem est alors perçu par eux comme un outil pour « fixer » utilement ces électeurs « modérés » qui font souvent les Présidents et les élus. C'est oublier que les voix du MoDem qu'elles viennent de gauche, du centre, du mouvement écologiste, de droite ou d'ex abstentionnistes n'appartiennent pas à son ou ses dirigeants (pour moi fort heureusement !), et même pour les plus attachés à l'indépendance du Mouvement elles peuvent être parfois difficilement mobilisables lors d'un second tour d'élection. Le MoDem a vocation à présenter à chaque élection ses candidats, le plus souvent possible « indépendants » et surtout de le faire sur des objectifs et programmes « d'intérêt général » (par exemple « d'intérêt municipal ») et ce dans le cadre de « majorité de rassemblement » les plus larges et ouvertes possibles. De ce fait, un bon report de voix lors d'un second tour d'élection ne peut pas se faire dans le cadre du schéma de bipolarisation de la vie politique française (toujours vers la gauche ou toujours vers la droite) ni en dehors d'une vraie fusion des programmes et des équipes. Le MoDem n'est pas un « réservoir de voix » ou un « Club de réflexion » mais un parti politique ayant vocation à exercer librement mais avec d'autres ses responsabilités.

3.2. Ce que le MoDem n'est pas.

3.2.1. Le MoDem n'est pas « le marais ».

Ceux qui ont du mal à supporter que l'on pense autrement que sur le mode binaire (gauche/droite) ont toujours cherché à caricaturer le « centre » comme un marais, ou si l'on veut une auberge espagnole politique. Encore jeune, transcendant les camps et courants usuels de la vie politique française, le MoDem a pu donner ici (Bordeaux) ou là (Lyon) cette impression. Si j'en juge par la qualité des débats et des pratiques du MoDem Calvados qui n'est pas dans les moins riches en apport d'adhérents, sympathisants et électeurs venus d'horizons divers, nous pouvons être confiant sur notre capacité à montrer une belle unité au service de nos concitoyens. La liste très diverse du MoDem aux municipales de Caen, la qualité de nos propositions après un travail d'échanges avec les caennais en fût un très bel exemple. L'unité idéologique (l'idéologie n'est pas un gros mot, c'est une grille de lecture de ce qui se passe dans la société) du MoDem est plus forte que celle de l'UMP ou du PS, partis où le ciment essentiel semble être en pratique la conquête du pouvoir et la domination sur leur camp respectif. A partir de l'intuition fondatrice de « la France de toutes nos forces » se retrouvent en effet au MoDem ceux qui :

- croient que l'action politique doit d'abord servir l'intérêt général au-delà des intérêts strictement partisans,
- sont réellement convaincus que le principe de notre République « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (article 2 de la Constitution) n'est pas une clause de style mais une exigence absolue, et donc qui vont au devant de nos concitoyens sans exclusive pour définir avec eux les réponses adaptées aux questions qu'ils se posent pour l'avenir

- de notre pays, région, département, ville.... (n'y a-t-il pas un peu trop de strates d'administration ?) et la réponse à leurs besoins essentiels,
- sont ouverts au monde, à l'Europe et sont de ceux pour qui l'Autre est toujours une chance à partir du moment où il respecte sa propre dignité d'être humain, et la liberté d'autrui. En conséquence, le respect du cadre de vie et des ressources naturelles pour tous les hommes et pour les générations futures est une question centrale de leur action politique,
 - affirment que les politiques au premier rang desquelles celles de l'éducation, du logement, de la justice, de la santé, de la culture, du sport doivent être centrées sur l'Homme alpha et oméga de toutes décisions (« human centric » dit t'on aux Etats-Unis), et ce sans aucune exclusion en s'attachant particulièrement au sort des plus faibles et des « sans voix ».

Et l'on pourrait continuer ainsi longtemps les idées partagées par les adhérents et sympathisants du MoDem. Peu de formations politiques peuvent prétendre à une telle cohésion, elles sont coupées en leur sein par des clivages ou des antagonismes idéologiques forts soit dans leur rapports aux institutions, soit sur l'Europe ou la place du marché dans l'économie.

3.2.2. Le MoDem n'est pas un parti de « mous ».

Nous entendons souvent ces qualificatifs à propos des électeurs et sympathisants du MoDem qui seraient soit selon les uns des « gens de droite ayant honte de se présenter ainsi » et pour les autres des « gens de gauche ayant honte de se présenter ainsi ». Que ces personnes se rassurent, les électeurs et militants du MoDem sont seulement très fiers d'être MoDem. D'abord parce que c'est encore à ce jour un choix politique difficile donc courageux, la preuve beaucoup trop de personnes qui pensaient d'abord à leur carrière politique ont abandonné sans raisons valables un projet qui était clair puisque le rassemblement de « toutes les forces » ne peut se faire forcément qu'en refusant l'allégeance à l'un comme à l'autre des deux camps. Ensuite, parce que même sans se référer à l'extrême centrisme de Jean-François Kahn, ce n'est pas parce que l'on promeut des idées qualifiées parfois de « modérées » que l'on est sans force de conviction, et que ces idées ne sont pas radicales voire pleinement révolutionnaires (au sens où elles renversent un ordre établi, par exemple celui de la bipolarisation). En effet, notre monde est complexe, il demande une analyse très exigeante des situations en y impliquant le plus possible l'ensemble des « parties prenantes ».... Nos amis radicaux ont montré que la longévité et la vigueur d'une pensée politique ne se mesure pas au caractère outrageusement partisan de son contenu mais à la pertinence et au tranchant de ses arguments... le solidarisme par exemple est en effet un parfait exemple d'une idéologie « réformiste » conservant une profonde actualité... Il en va de même pour ce que l'on nomme parfois l'économie sociale de marché, les coopératives, les mouvements d'éducation populaire, etc.... la liste est longue des idées et pratiques que certains qualifieraient de « tièdes » ou de « plan-plan » et qui ont un bel avenir devant elles.

3.2.3. Le MoDem n'est pas un parti de « girouettes ».

Pas besoin de faire appel à la boutade d'Edgar Faure, selon laquelle « ce n'est pas la girouette qui bouge, c'est le vent » pour réfuter cette accusation souvent entendue... L'attachement à la démocratie, à la richesse des débats et aux dialogues avec les

citoyens, à des valeurs par exemple comme la responsabilité, la solidarité sont souvent le fruit d'élans de jeunesse qui se confirment et s'affinent dans le temps....

Personnellement cela fait près de trente ans que je suis attaché à quelque chose près aux mêmes idéaux et que je croise des amis porteurs de la même envie de servir leur concitoyens.... Cela fait ainsi près de 30 ans que je supporte l'idée d'un parti où l'on peut selon la belle expression d'Etienne Borne « être guelfe chez les gibelins, et gibelin chez les guelfes » c'est-à-dire un citoyen au regard critique qui n'hésite pas à penser à front renversé pour chercher le bien commun avec les autres, et à définir les actions qui ont le plus de chance de répondre à la satisfaction des besoins et attentes du plus grand nombre...

Le MoDem par son ouverture à tous les courants de la société (hormis ceux qui ne respectent pas les principes républicains et/ou qui caricaturent ou rejettent le MoDem) réalise cette possibilité d'un dialogue nécessairement sans concession, mais également sans exclusive parmi les forces républicaines....

Ces quelques réflexions sont autant de portes ouvertes pour le débat...

Anticyclone Orange¹
Adhérent du Calvados
anticyclone.orange@gmail.com

¹ Pseudo requis par la réserve du fait de mes fonctions